

Les Africains pour un développement auto-déterminé mais sceptiques quant au libre-échange et à l'ouverture des frontières

Dépêche No. 433 d'Afrobarometer | Josephine Appiah-Nyamekye Sanny et Jaynisha Patel

Résumé

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA) a démarré ses activités le 1er janvier 2021, ouvrant aux ressortissants de toutes les strates socio-économiques la possibilité de participer à la croissance économique dans la plus grande zone de libre-échange du monde. Prévues pour couvrir 54 pays africains, avec un produit intérieur brut combiné d'environ 2.200 milliards de dollars américains, la ZLECA devrait accroître les volumes de commerce et d'investissement transfrontaliers, et permettre des transferts de technologies et une hausse des revenus, afin de sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté d'ici 2035 (Abrego et al., 2020; Banque Mondiale, 2020a).

Ambitieuse à souhait, la ZLECA se heurte à une multitude d'obstacles à sa mise en œuvre effective, des difficultés liées aux infrastructures commerciales, au capital humain et aux technologies de l'information et de la communication, aux considérations stratégiques et réglementaires non encore résolues, notamment l'absence d'une monnaie commune (Albert, 2019; Erasmus, 2020).

Les embûches – et les enjeux – sont d'autant plus importants du fait de la pandémie de la COVID-19, qui bouleverse les schémas d'interconnexion en Afrique et dans le monde, et met en exergue la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales (Chudik et al., 2020; Banque Mondiale, 2020a). Selon la Banque Mondiale (2020b), toutes les régions du monde ont subi un ralentissement de la croissance. Les perspectives économiques mondiales évaluent à 3% la contraction des économies d'Afrique subsaharienne en 2020 (Fonds Monétaire International, 2020). Pour ce qui est des économies africaines qui dépendent de l'exploitation et de l'exportation de ressources naturelles à travers l'agriculture, l'exploitation minière, et la sylviculture (Hawker, 2020), les perturbations majeures de la chaîne d'approvisionnement ne font que renforcer le besoin d'autosuffisance.

Dans le même temps, l'aide au développement en faveur du continent a marqué un temps d'arrêt. Selon les statistiques sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (2020), l'aide au développement exprimée en pourcentage du produit national brut s'est maintenue entre 2,3% et 2,8% au cours de la dernière décennie et devrait diminuer, étant donné que les pays développés réduisent leurs budgets consacrés à l'aide au développement en raison de la pression croissante exercée par leurs populations et visant à les inciter à allouer des ressources à l'interne (Wintour, 2021).

Réussir la mise en œuvre de la ZLECA face à ces pressions requiert une volonté politique ainsi que l'adhésion de l'Africain lambda dont le travail, le capital, et les connaissances sont les éléments vitaux d'un marché unique.

Les enquêtes d'Afrobarometer réalisées dans 18 pays africains en fin 2019/début 2020 suggèrent que de nombreux Africains ne sont toujours pas convaincus des avantages du libre-échange. Des proportions non négligeables de la population – plus de la moitié dans

certaines pays – sont sceptiques quant à l'ouverture de leurs frontières aux entreprises et produits d'autres pays ou régions, préférant que leur gouvernement protège les producteurs nationaux. En pratique, la plupart affirment qu'il est difficile de traverser les frontières internationales dans leur région pour aller travailler ou faire du commerce.

Pour ce qui est du développement, la majorité des Africains sont ouverts à l'influence économique et politique des États-Unis, de la Chine, et d'autres acteurs internationaux. Mais ils sont plus portés sur l'auto-détermination que sur les prêts extérieurs et l'interdépendance mondiale.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans quelques 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 ont été réalisées dans 18 pays entre août 2019 et mars 2020, avant l'interruption des travaux de terrain par la pandémie de COVID-19. Les enquêtes du Round 8 ont repris en octobre 2020 et devraient couvrir en tout au moins 35 pays.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus, représentatifs à l'échelle nationale avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 18 pays s'appuie sur les données de 26.777 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

Résultats clés

Le libre-échange

- En moyenne à travers 18 pays, les Africains sont presque également divisés dans leurs opinions sur le libre-échange: 47% soutiennent les politiques qui protègent les entreprises nationales, tandis que 49% préfèrent la libre circulation transfrontalière.
 - La résistance à la libre circulation transfrontalière est particulièrement forte en Tunisie (70%), au Lesotho (63%), au Botswana (62%), et au Gabon (60%).
- Mais la majorité (58%) souhaitent que leurs gouvernements autorisent les magasins de détail appartenant à des étrangers en vue d'assurer un choix varié de biens de consommation à bas prix.
- Une petite majorité (55%) des Africains sont également favorables à la libre circulation des personnes et des biens par-delà les frontières internationales dans leur région. Le Botswana est le seul pays où une majorité nette (68%) préfèrent la limitation de la circulation transfrontalière dans la région.
 - D'un pays à l'autre, les niveaux de soutien à la libre circulation transfrontalière ont considérablement évolué au fil du temps, avec notamment une hausse de 27 points de pourcentage au Lesotho et une régression de 25 points en Sierra Leone depuis 2014/2015.
- En moyenne, les Africains des régions Ouest et Est sont plus favorables à une politique de libre-échange que les Africains de la région Sud.

- Dans les faits, seuls deux Africains sur 10 déclarent qu'il est facile de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce.
 - Les Kényans, les Ivoiriens, les Burkinabè, et les Gabonais sont beaucoup plus susceptibles de faire état de difficultés à traverser les frontières que lors du précédent round d'enquêtes (2016/2018).
 - En moyenne sur 16 pays, les répondants faisant état de difficultés à traverser les frontières se sont accrues de 9 points de pourcentage depuis 2014/2015.
 - Les Africains de la région Ouest sont les moins susceptibles d'estimer qu'il est facile de traverser les frontières dans leur région.

L'aide au développement

- Près de deux tiers (64%) des Africains souhaiteraient que leur pays finance son développement national sur fonds propres plutôt que de faire appel à des prêts extérieurs.
 - La préférence pour le développement sans assistance extérieure est prédominante dans tous les pays sondés à l'exception du Cabo Verde, de l'Éthiopie, et de l'Angola.
- Les Africains sont partagés quant au fait de savoir si l'aide et les prêts extérieurs devraient être assortis de conditions.
 - Une petite majorité (54%) s'opposent à des conditionnalités strictes des donateurs/bailleurs de fonds quant à l'utilisation de ces fonds.
 - La moitié (50%) ne veulent entendre parler des conditionnalités exigeant que les pays bénéficiaires promeuvent la démocratie et les droits de l'homme.
- En dépit de leurs réserves quant aux conditions liées à l'aide étrangère, les Africains se réjouissent généralement de l'influence économique et politique de la Chine (59%), des États-Unis (58%), et d'autres puissances, ainsi que de l'Union Africaine, des Nations Unies, et des organismes régionaux.

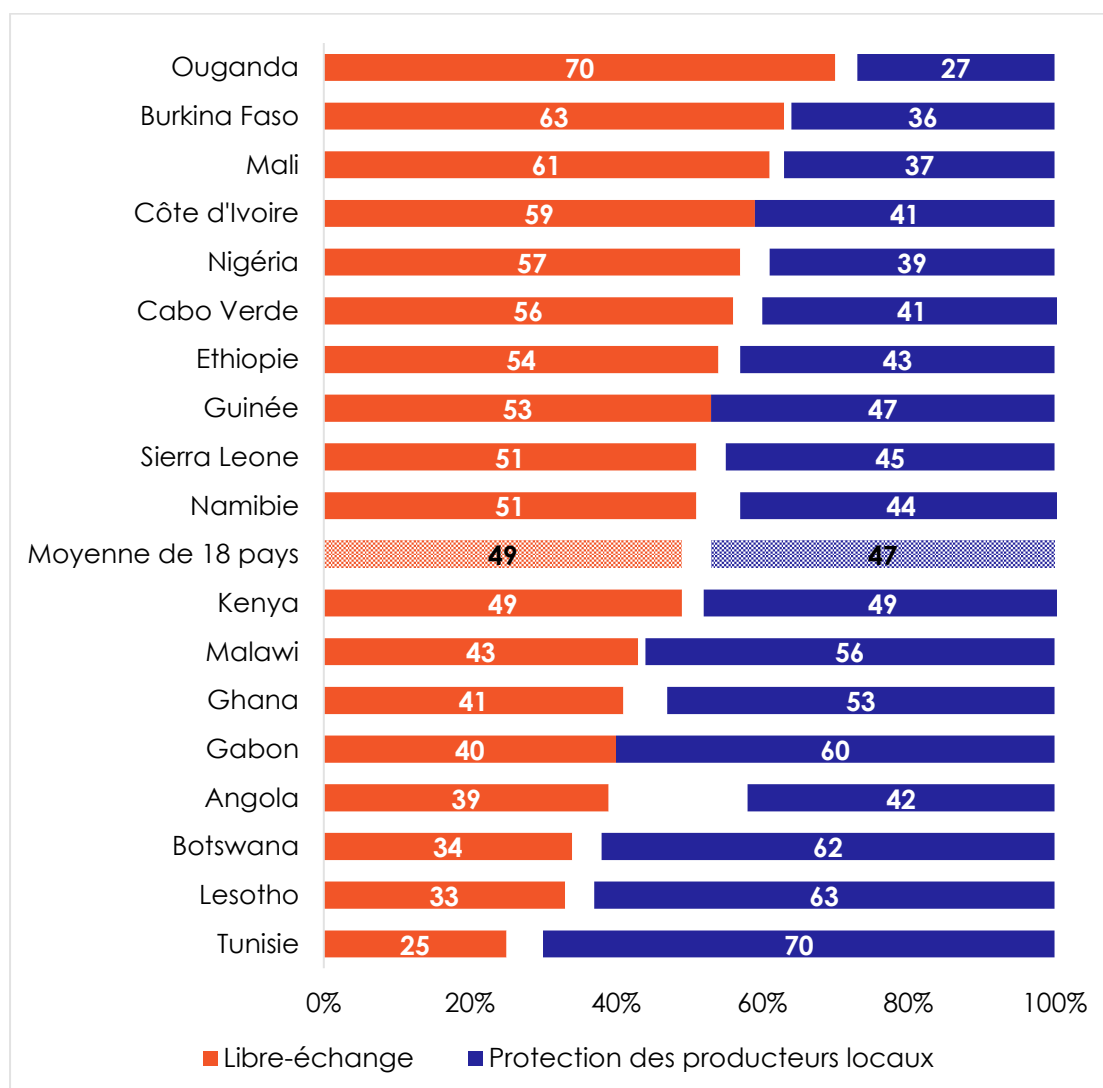
Commerce et mouvements transfrontaliers

La mise en œuvre de la ZLECA nécessite de bien appréhender la façon dont les Africains perçoivent l'intégration économique. La présente section explore les opinions populaires sur le libre-échange et la libre circulation des personnes à des fins professionnelles. Il en ressort que le continent est profondément divisé, avec de grandes variations d'un pays à l'autre.

En moyenne, les Africains sont presque également divisés quant à leur position sur le libre-échange à des fins de développement. Dans les 18 pays sondés, près de la moitié (49%) affirment que leur pays doit s'ouvrir aux importations pour se développer, mais presque autant (47%) sont favorables à une limitation du libre-échange en vue de protéger les producteurs nationaux (Figure 1).

Le soutien au libre-échange est le plus élevé en Ouganda (70%), au Burkina Faso (63%), et au Mali (61%). Mais des majorités tout aussi fortes soutiennent le protectionnisme en faveur des producteurs nationaux en Tunisie (70%), au Lesotho (63%), au Botswana (62%), et au Gabon (60%). Les Kenyans, à l'image du continent, sont également partagés (49% partout) sur la question de choisir entre le libre-échange et le protectionnisme.

Figure 1: Libre-échange ou protection des producteurs nationaux | 18 pays
 | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Afin de se développer, notre pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, y compris en acceptant l'importation de produits étrangers.

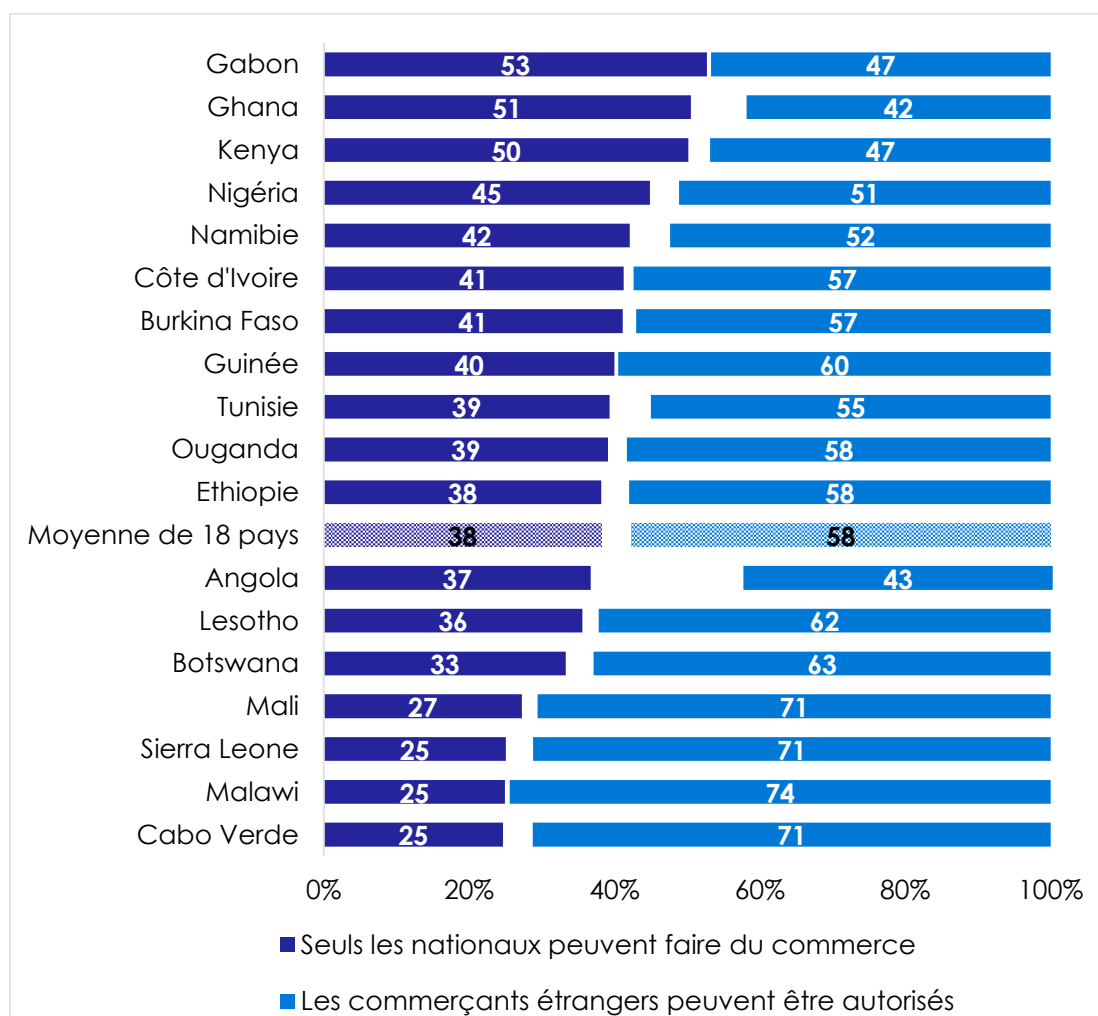
Affirmation 2: Pour se développer, notre pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère.

(% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Si la moitié environ des Africains souhaitent que les producteurs nationaux soient protégés, ils sont nettement moins nombreux (38%) à vouloir limiter leur choix de biens de consommation aux produits nationaux. Dans 18 pays, une majorité (58%) préfèrent que leur gouvernement continue d'autoriser les étrangers à installer des commerces dans le pays afin de leur garantir un choix varié de biens de consommation à faible coût (Figure 2).

Le Gabon et le Ghana sont les seuls pays où plus de la moitié des répondants sont favorables à la limitation du commerce de détail à leurs propres citoyens (53% et 51%, respectivement). Inversement, plus de sept répondants sur 10 sont favorables à la présence de commerçants étrangers au Malawi (74%), au Cabo Verde (71%), en Sierra Leone (71%), et au Mali (71%).

Figure 2: Commerce par les nationaux uniquement ou autorisation des étrangers
 | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Le gouvernement ne devrait autoriser que les citoyens et les compagnies de notre propre pays à commercialiser les biens de consommation, même si cela se traduit par moins de biens ou des prix plus élevés.

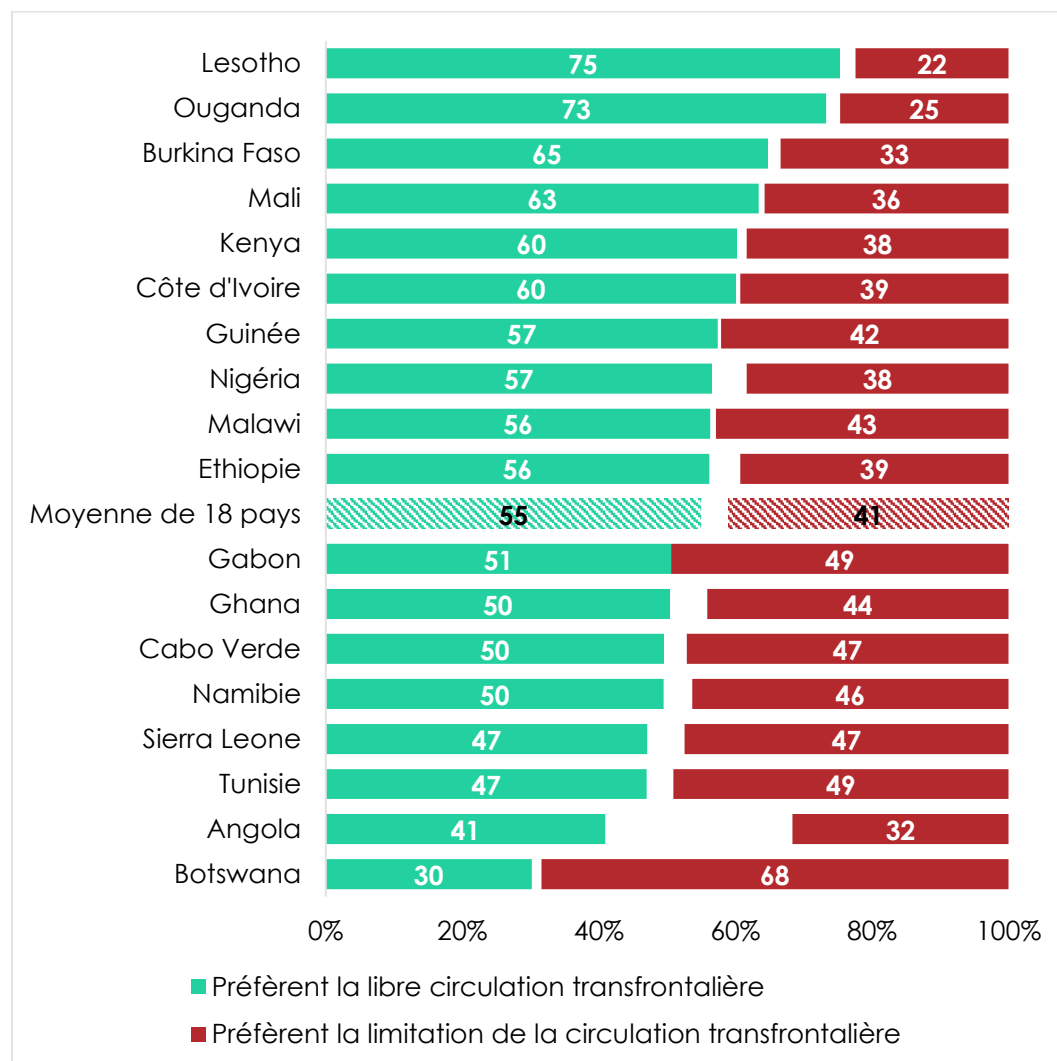
Affirmation 2: Le gouvernement devrait continuer à autoriser les étrangers et leurs compagnies à installer des boutiques dans ce pays pour assurer un large choix de biens de consommation bon marché. (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Pour beaucoup d'Africains qui font du commerce ou travaillent dans des pays voisins, la possibilité de traverser les frontières internationales revêt une importance capitale. Des sondages antérieurs d'Afrobarometer ont démontré que les principales raisons invoquées par les Africains pour expliquer leur désir d'émigrer sont la recherche du travail et la fuite des difficultés économiques, et que leur préférence allait à un autre pays de la région (Sanny, Logan, & Gyimah-Boadi, 2019). Mais la circulation transfrontalière a alimenté dans certains pays des attitudes hostiles aux immigrants et xénophobes (Human Rights Watch, 2020).

Dans les 18 pays sondés en 2019/2020, une faible majorité (55%) des répondants sont favorables à la libre circulation transfrontalière pour raisons professionnelles, tandis que quatre sur 10 (41%) préfèrent limiter la circulation transfrontalière des personnes et des biens (Figure 3).

Les pays dont les citoyens sont les plus ouverts à la libre circulation transfrontalière sont le Lesotho (75%) et l'Ouganda (73%). Les Botswanais sont de loin les plus favorables à la limitation de la circulation transfrontalière (68%), suivis des Tunisiens (49%), Gabonais (49%), Cabo Verdiens (47%), et Sierra-Léonais (47%).

Figure 3: Liberté ou limitation de la circulation transfrontalière | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

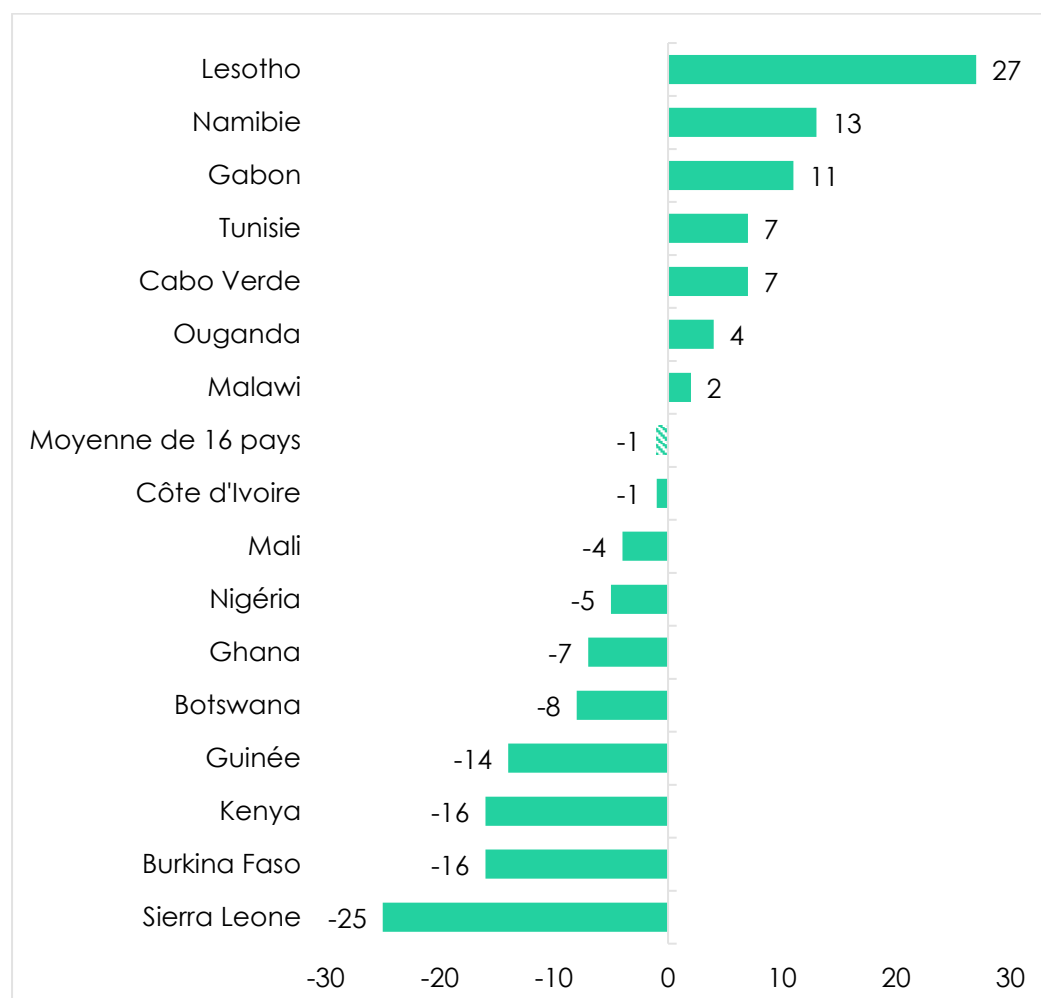
Affirmation 1: Les personnes vivant [dans notre région] devraient pouvoir traverser librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.

Affirmation 2: Pour mieux protéger leurs citoyens, les gouvernements devraient limiter les mouvements transfrontaliers des personnes et des biens.

(% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

En moyenne dans les 16 pays régulièrement sondés depuis 2014/2015, la préférence à la libre circulation transfrontalière demeure pratiquement inchangée (-1 point de pourcentage) (Figure 4). Toutefois, des régressions à deux chiffres du soutien à la libre circulation sont enregistrées en Sierra Leone (-25 points de pourcentage), au Burkina Faso (-16 points), au Kenya (-16 points), et en Guinée (-14 points). En revanche, trois pays affichent une hausse à deux chiffres du soutien à la libre circulation transfrontalière: le Lesotho (+27 points de pourcentage), la Namibie (+13 points), et le Gabon (+11 points).

Figure 4: Évolution du soutien à la libre circulation transfrontalière (en points de pourcentage) | 16 pays* | 2014-2020



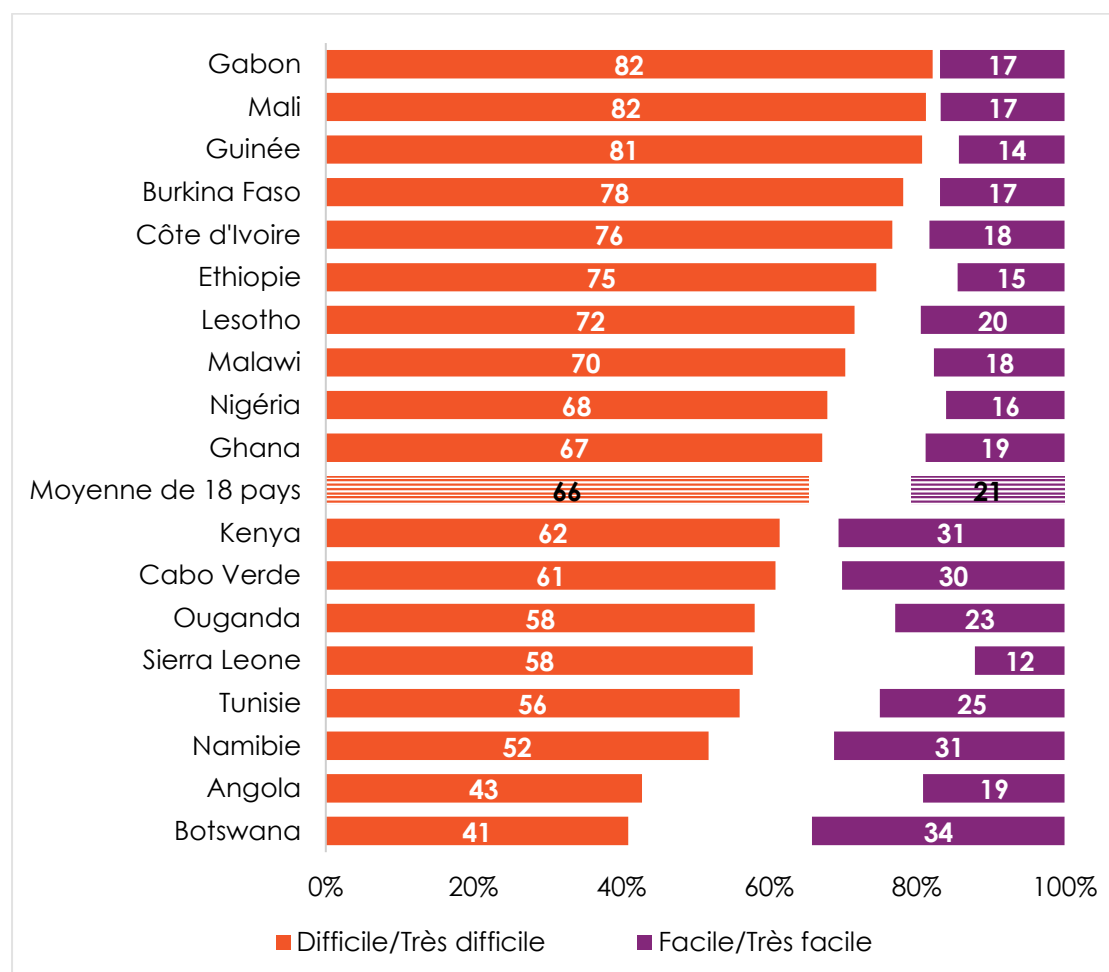
La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes de 2014/2015 et 2019/2020, de la proportion des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour que des habitants de leur région puissent librement traverser les frontières internationales.

*L'Angola et l'Éthiopie n'ont pas été sondées en 2014/2015.

Malgré des avis mitigés sur la question de savoir si les gens devraient pouvoir traverser librement les frontières internationales, la plupart des Africains s'accordent à dire qu'en pratique, il n'est pas facile de le faire. En moyenne, deux tiers (66%) des répondants déclarent qu'il est « difficile » ou « très difficile » de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce, tandis qu'un seulement sur cinq (21%) considèrent que c'est facile (Figure 5).

Les citoyens des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale sont particulièrement sensibles à la difficulté de traverser les frontières pour aller travailler ou faire du commerce: Gabon (82%), Mali (82%), Guinée (81%), Burkina Faso (78%), et Côte d'Ivoire (76%). La difficulté perçue des mouvements transfrontaliers est la plus faible dans trois pays d'Afrique Australe – le Botswana (41%), l'Angola (43%), et la Namibie (52%) – même si, dans ces pays, les répondants qui affirment que ces mouvements sont difficiles sont plus nombreux que ceux qui les estiment faciles.

Figure 5: Difficulté à traverser les frontières | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de [insérer région] de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

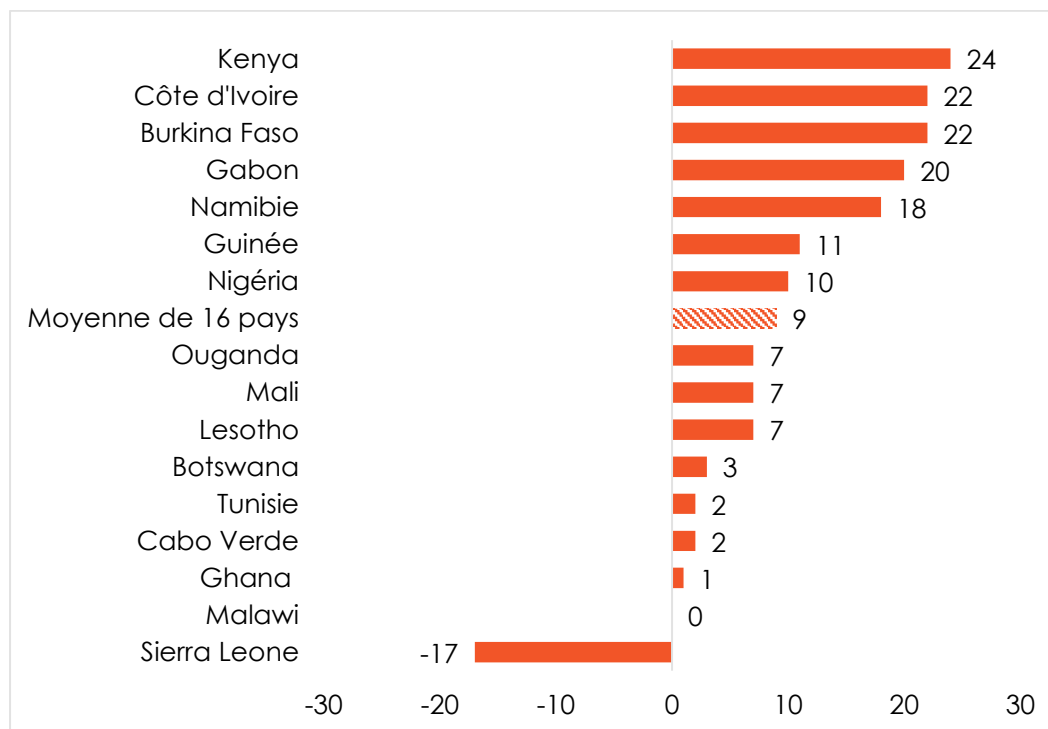
La traversée des frontières pour des visées professionnelles ou commerciales semble être de plus en plus difficile pour de nombreux Africains. Dans les 16 pays où cette question a été posée en 2016/2018 et en 2019/2020, la proportion des répondants qui affirment que la traversée des frontières est difficile s'est accrue de 9 points de pourcentage (Figure 6). La Sierra Leone est le seul pays où cette perception a régressé (-17 points de pourcentage), cependant que la Guinée voisine enregistre une hausse (+11 points). On observe des hausses encore plus importantes au Kenya (+24 points), en Côte d'Ivoire (+22 points), au Burkina Faso (+22 points), au Gabon (+20 points), et en Namibie (+18 points).

Les personnes les plus vulnérables du continent sur le plan économique sont aussi celles qui ne peuvent pas se déplacer pour travailler ou faire du commerce dans d'autres pays. Sur la base de l'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer,¹ les résultats montrent que les

¹ L'indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant la fréquence à laquelle eux-mêmes ou leur famille ont manqué de produits de première nécessité (assez de nourriture, assez d'eau, assez de soins médicaux, assez de combustible pour cuisiner et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020), pour davantage d'informations sur la pauvreté vécue.

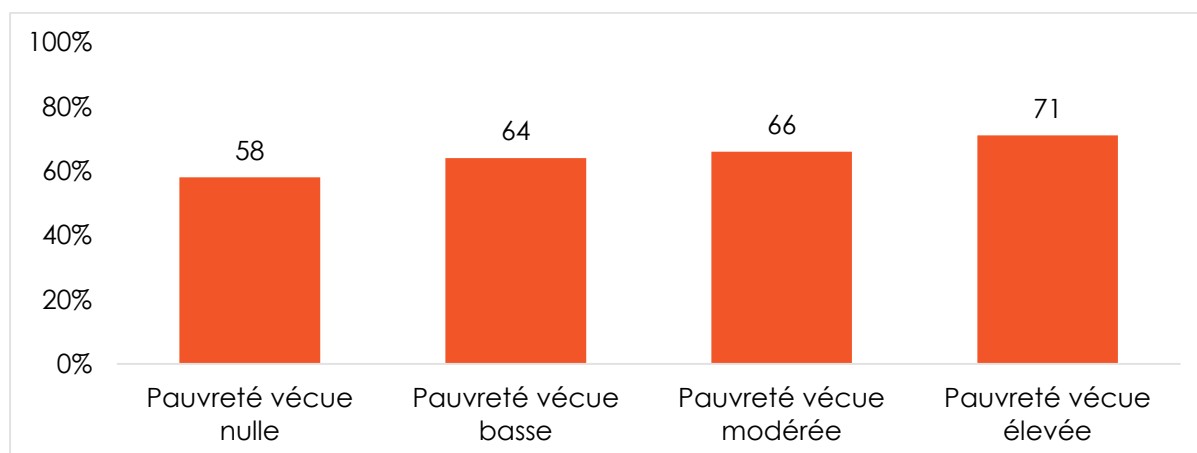
personnes en situation de pauvreté vécue élevée sont de 13 points de pourcentage plus susceptibles que les personnes qui affichent un niveau nul de pauvreté vécue de déclarer que la traversée des frontières est difficile (71% contre 58%) (Figure 7).

Figure 6: Évolution de la difficulté perçue à traverser les frontières (en points de pourcentage) | 16 pays* | 2016-2020



La figure montre l'évolution, en points de pourcentage, entre les rounds d'enquêtes de 2016/2018 et 2019/2020, de la proportion des répondants qui affirment que la traversée des frontières internationales est « difficile » ou « très difficile ». Une valeur positive indique qu'il devient plus difficile de traverser les frontières dans la région. *L'Angola et l'Éthiopie n'ont pas été sondés en 2016/2018.

Figure 7: Difficulté à traverser les frontières | par niveau de pauvreté vécue | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de [votre région] de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « difficile » ou « très difficile »)

Le Tableau 1 résume ces indicateurs clés relatifs à l'ouverture aux échanges commerciaux et aux mouvements internationaux, ainsi qu'à la difficulté que rencontrent les individus à traverser les frontières.

Tableau 1: Résumé des indicateurs d'ouverture | 18 pays | 2019/2020

	Soutien au libre-échange	Soutien aux commerçants étrangers	Soutien à la libre circulation transfrontalière	Facilité de circulation transfrontalière
Afrique de l'Est				
Ethiopie	54%	58%	56%	14%
Kenya	49%	47%	60%	31%
Ouganda	70%	58%	73%	23%
Moyenne (3 pays)	58%	54%	63%	23%
Afrique de l'Ouest				
Burkina Faso	63%	57%	65%	17%
Cabo Verde	56%	71%	50%	30%
Côte d'Ivoire	59%	57%	60%	18%
Ghana	41%	42%	50%	19%
Guinée	53%	60%	57%	14%
Mali	61%	71%	63%	17%
Nigéria	57%	51%	57%	16%
Sierra Leone	51%	71%	47%	12%
Moyenne (8 pays)	55%	60%	56%	18%
Afrique Australe				
Angola	39%	43%	41%	19%
Botswana	34%	63%	30%	34%
Lesotho	33%	62%	75%	20%
Malawi	43%	74%	56%	18%
Namibie	51%	52%	50%	31%
Moyenne (5 pays)	40%	59%	50%	24%
Afrique du Nord				
Tunisie	25%	55%	47%	25%
Afrique Centrale				
Gabon	40%	47%	51%	17%
Moyenne de 18 pays	49%	58%	55%	21%
	<20%	20-29%	30-39%	
	40-49%	50-59%	>=60%	

Quelques points clés ressortent. D'abord, au niveau régional, il est évident qu'en termes de soutien à la libéralisation du commerce et des mouvements – les trois premiers indicateurs – la demande est considérablement plus élevée en Afrique de l'Est et de l'Ouest qu'en

Afrique Australe. Cela est particulièrement vrai pour le soutien au libre-échange: Les Africains de la région Sud sont beaucoup plus susceptibles de soutenir le traitement protectionniste des producteurs nationaux que l'ouverture aux importations et le libre-échange. Les Africains de la région Sud sont également moins favorables à la libre circulation transfrontalière que leurs pairs des régions Est et Ouest. Cependant, les Africains de la région Sud égalent ceux de l'Ouest, à des niveaux sensiblement plus élevés qu'en Afrique de l'Est, dans leur soutien à l'ouverture aux commerçants étrangers.

Le Mali se démarque comme faisant partie de la catégorie la plus élevée de soutien à l'ouverture sur l'ensemble des trois indicateurs, bien que les Ougandais et les Burkinabè ne soient pas loin derrière, obtenant des scores dans la catégorie la plus élevée sur deux indicateurs et affichant un score à peine en dessous de ce niveau sur le troisième. Les Angolais, en revanche, affichent un soutien bien plus faible à l'ouverture sur l'ensemble des trois indicateurs.

Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Le Botswana et le Lesotho présentent des tendances plus contradictoires. Les Botswana présentent l'un des plus faibles niveaux de soutien à la liberté du commerce et des

mouvements, tout en étant très favorables à l'idée d'autoriser les commerçants étrangers à opérer dans leur pays. Un grand nombre de Basotho rejettent le libre-échange mais sont favorables à l'acceptation des commerçants étrangers et à la libre circulation transfrontalière.

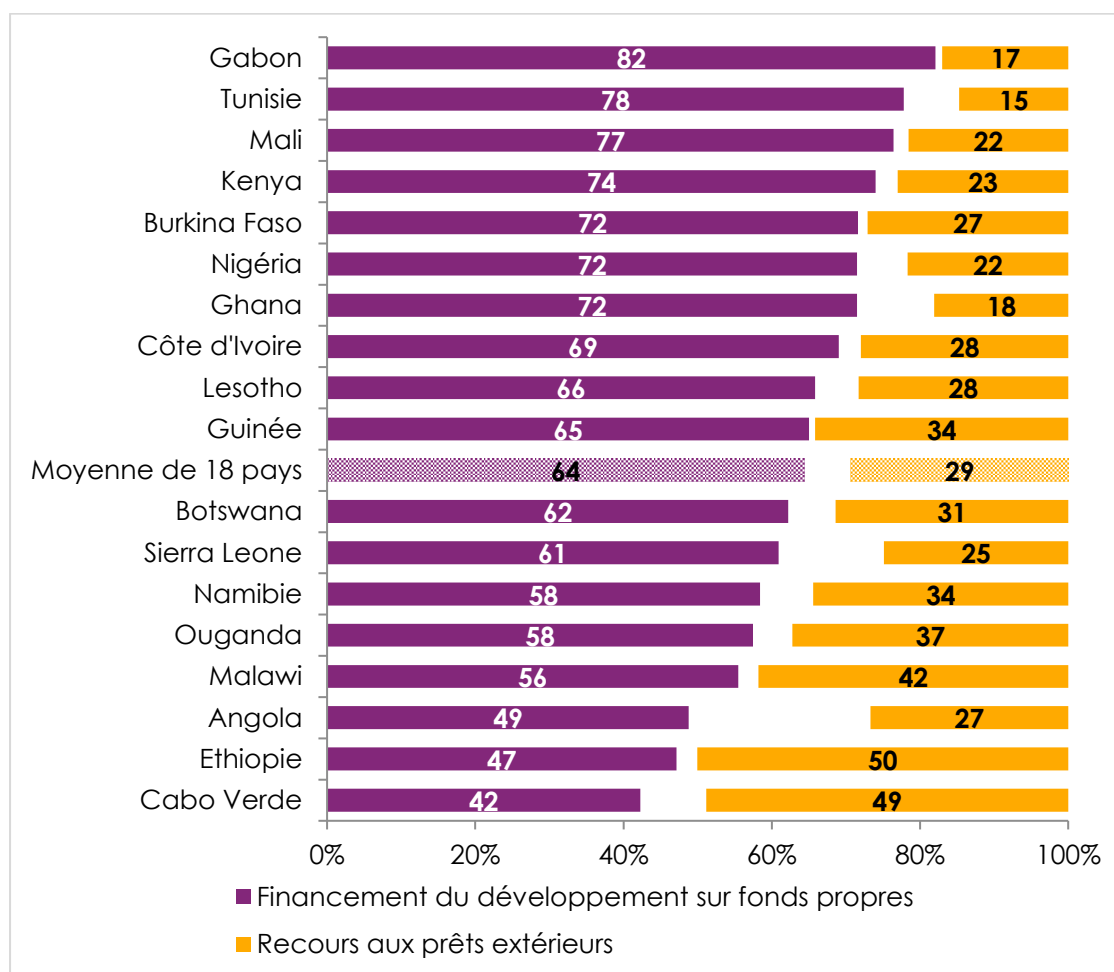
En passant du soutien à la libéralisation à son vécu – c'est-à-dire à la facilité effective du franchissement des frontières – la situation est inversée. En effet, aucune région ne présente une moyenne de plus d'un quart des citoyens qui déclarent qu'il est facile de traverser les frontières. En Afrique de l'Ouest, moins d'un sur cinq répondants (18%) estiment qu'il est facile de traverser les frontières dans la région.

Perceptions de la coopération pour le développement

Les Africains souhaitent majoritairement être indépendants et avoir la maîtrise de leurs décisions sur les plans de la démocratie et de l'économie. Deux tiers (64%) affirment que leurs pays devraient financer leur développement sur fonds propres, même si cela implique de payer plus d'impôts. Seuls trois sur 10 (29%) souhaiteraient que leurs gouvernements recourent à des prêts extérieurs pour financer le développement national (Figure 8).

La préférence pour le développement sans assistance étrangère est majoritaire dans 15 des 18 pays sondés, dont trois quarts des citoyens au Gabon (82%), en Tunisie (78%), et au Mali (77%). Les seuls pays dont moins de la moitié des citoyens préfèrent l'auto-détermination à l'aide extérieure sont le Cabo Verde (42%), l'Éthiopie (47%), et l'Angola (49%).

Figure 8: Financement du développement national: fonds propres ou dépendance vis-à-vis de prêts extérieurs | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Il est important en tant que nation indépendante que nous financions notre développement sur nos propres ressources même si cela signifie qu'il faille payer davantage d'impôts et de taxes.

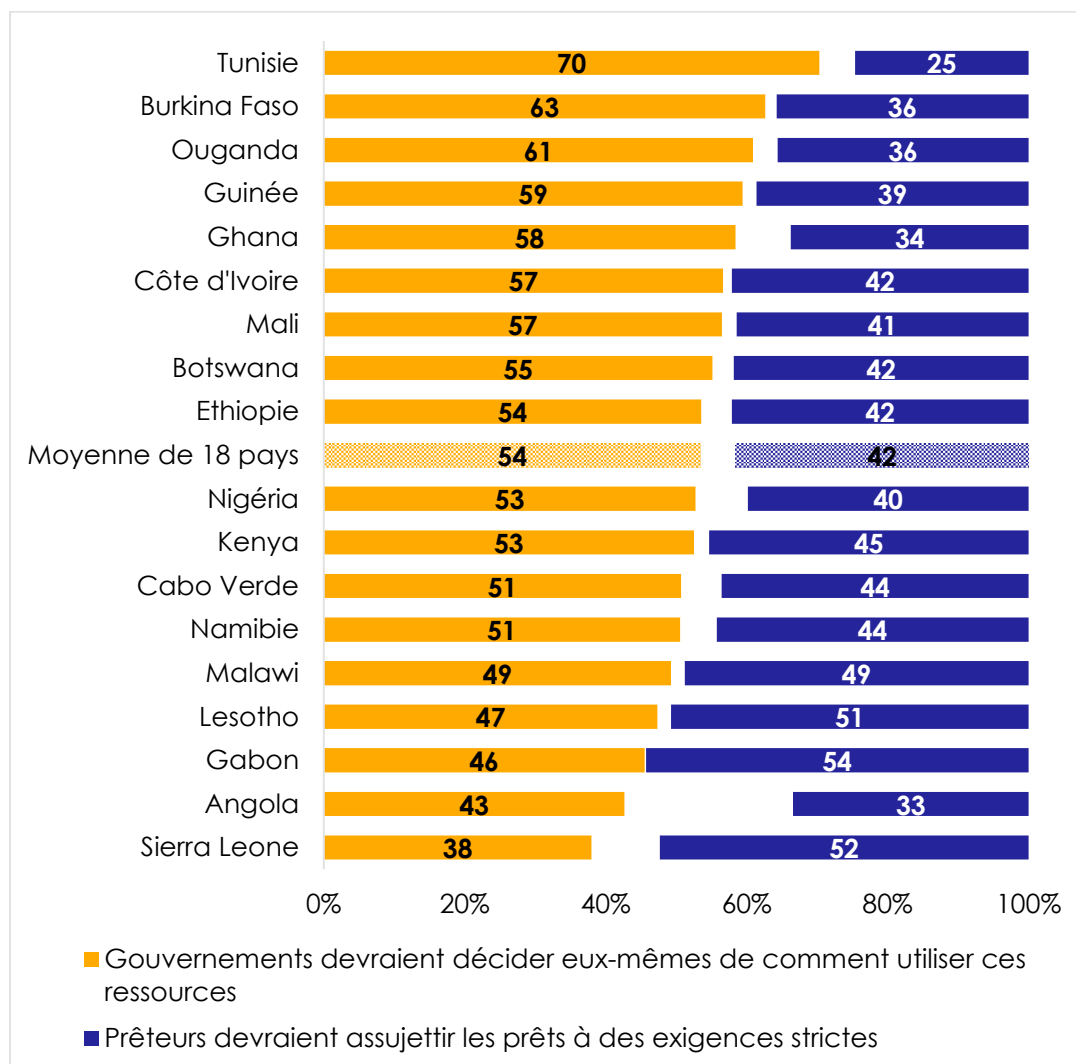
Affirmation 2: Nous devrions utiliser les prêts extérieurs pour le développement du pays, même si cela accroît notre endettement vis-à-vis des pays et institutions étrangers.

(% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

En moyenne, une faible majorité (54%) de répondants estiment que les bailleurs de fonds ou organismes prêteurs étrangers devraient permettre aux gouvernements de déterminer eux-mêmes des modalités de consommation des ressources plutôt que de leur imposer des conditions rigoureuses à cet égard. Une minorité non négligeable (42%) préfèrent cependant de telles conditions rigoureuses (Figure 9).

Des majorités rejettent les conditionnalités rigoureuses des prêteurs dans 14 des 18 pays, y compris de grandes majorités en Tunisie (70%) et au Burkina Faso (63%). Les Malawites sont partagés à égalité sur la question (49% partout). Les conditionnalités ne recueillent une (petite) majorité qu'au Lesotho (51%), au Gabon (54%), et en Sierra Leone (52%). Si l'Angola fait partie des pays qui soutiennent le moins le libre arbitre du gouvernement (43%), il enregistre néanmoins la plus grande proportion de citoyens qui ne sont d'accord avec aucune des options ou « ne savent pas » (24%).

Figure 9: Conditionnalités relatives à l'affectation des prêts | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], ils devraient imposer des exigences strictes sur comment dépenser ces fonds.

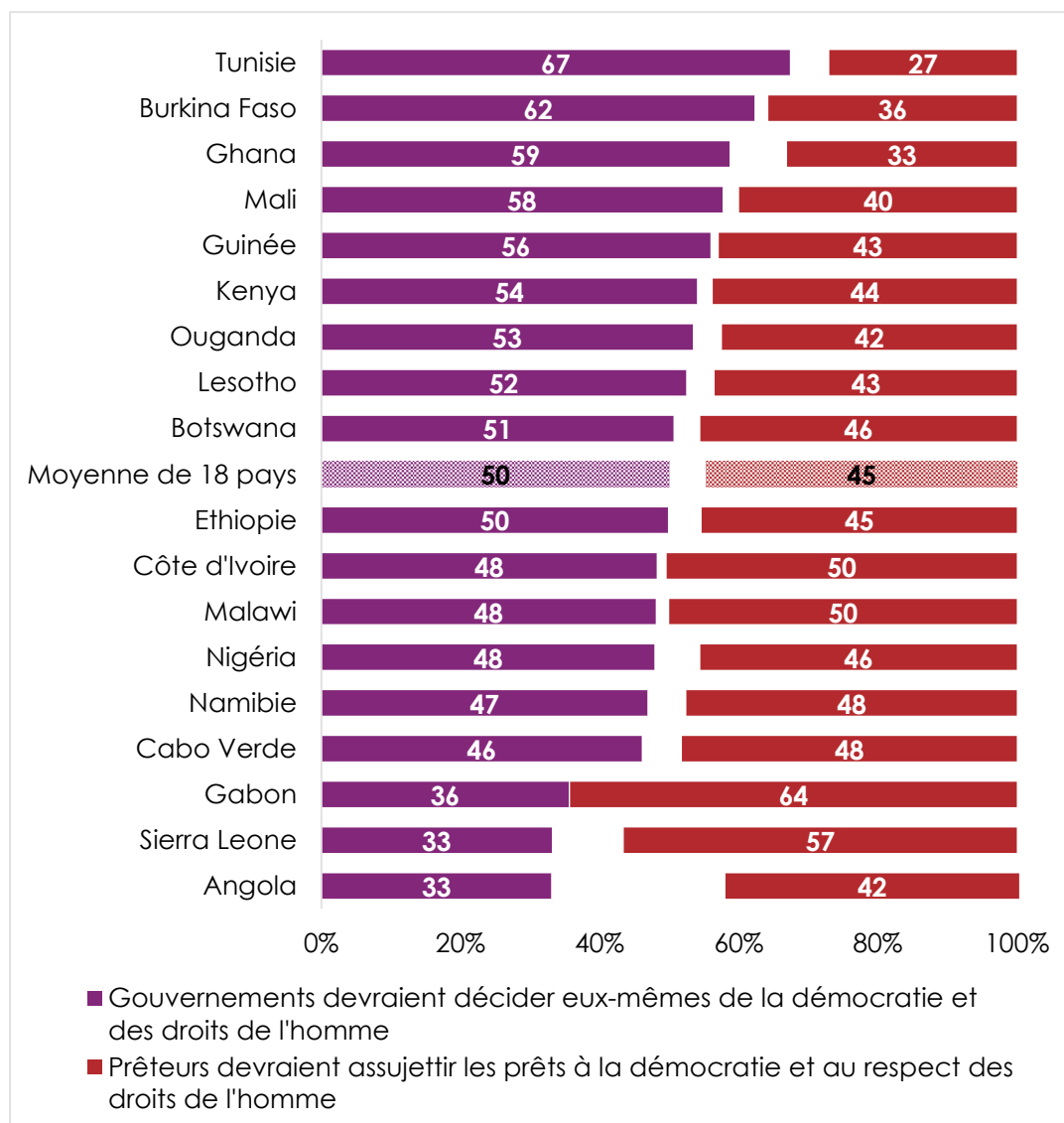
Affirmation 2: Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à ce [pays], ils devraient permettre à notre gouvernement de décider lui-même de comment utiliser ces ressources. (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les Africains sont davantage divisés sur la question de savoir si les donateurs et prêteurs devraient s'assurer que les pays bénéficiaires de l'aide promeuvent la démocratie et respectent les droits de l'homme, quoique la tolérance à l'égard des conditionnalités sur la base de ces facteurs soit légèrement supérieure à celle des conditions de dépense. En moyenne, la moitié (50%) des répondants souhaiteraient que leur gouvernement décide librement des questions relatives à la démocratie et aux droits de l'homme, tandis que presque autant (45%) souhaiteraient que l'aide soit assortie de ces conditionnalités (Figure 10).

Comme pour la question des conditionnalités de l'utilisation des ressources, les Tunisiens (67%) et les Burkinabè (62%) sont les plus attachés au libre arbitre de leurs gouvernements. En revanche, une majorité substantielle au Gabon (64%) préfèrent des conditionnalités basées sur la démocratie/les droits de l'homme, tout comme une majorité en Sierra Leone (57%) et

des relatives majorités en Côte d'Ivoire, au Malawi, en Namibie, au Cabo Verde, et en Angola.

Figure 10: Les prêts devraient-ils être conditionnés à la promotion de la démocratie et au respect des droits de l'homme? | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: Lorsque d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], ils devraient imposer des exigences strictes pour s'assurer que notre gouvernement promeuve la démocratie et le respect des droits humains.

Affirmation 2: Même si d'autres pays accordent des prêts ou de l'aide au développement à [ce pays], notre gouvernement devrait décider lui-même à propos de la démocratie et des droits humains. (% des répondants qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Le Tableau 2 résume les résultats par pays sur les trois indicateurs. Il apparaît clairement que le soutien aux conditionnalités (deux dernières colonnes) est peu corrélé à la préférence globale pour le financement du développement au moyen de prêts extérieurs. Par exemple, le Malawi est l'un des pays où le soutien aux conditionnalités est le plus élevé et où la préférence pour le recours aux prêts extérieurs est relativement forte, tandis qu'au Gabon, un

soutien aux conditionnalités encore plus élevé s'oppose à une préférence pour le recours aux prêts extérieurs parmi les plus faibles. Les Tunisiens et les Ghanéens, en revanche, optent de manière générale pour l'auto-détermination, avec un faible soutien à l'utilisation de l'aide extérieure au développement et une large opposition aux conditionnalités liées à ces ressources.

Tableau 2: Résumé des attitudes vis-à-vis de l'aide au développement | 18 pays
| 2019/2020

	Recours à des prêts extérieurs	Prêts doivent être assortis de conditions strictes par les prêteurs	Prêts doivent être conditionnés à la promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme
Gabon	17%	54%	64%
Sierra Leone	25%	52%	57%
Côte d'Ivoire	28%	42%	50%
Malawi	42%	49%	50%
Cabo Verde	49%	44%	48%
Namibie	34%	44%	48%
Botswana	31%	42%	46%
Nigéria	22%	40%	46%
Ethiopie	50%	42%	45%
Kenya	23%	45%	44%
Guinée	34%	39%	43%
Lesotho	28%	51%	43%
Angola	27%	33%	42%
Ouganda	37%	36%	42%
Mali	22%	41%	40%
Burkina Faso	27%	36%	36%
Ghana	18%	34%	33%
Tunisie	15%	25%	27%
Moyenne de 18 pays	29%	42%	45%
	<20%	20-29%	30-39%
	40-49%	>=50%	

De qui l'influence est-elle la bienvenue?

Les organisations internationales et les puissances étrangères peuvent exercer une influence politique et économique en Afrique non seulement à travers les prêts ou l'aide au développement, mais aussi à travers d'autres types d'investissements et d'engagements économiques ainsi que leur façon d'exercer leur influence politique. Les Africains apprécient-ils en général l'influence de ces acteurs extérieurs, ou y résistent-ils?

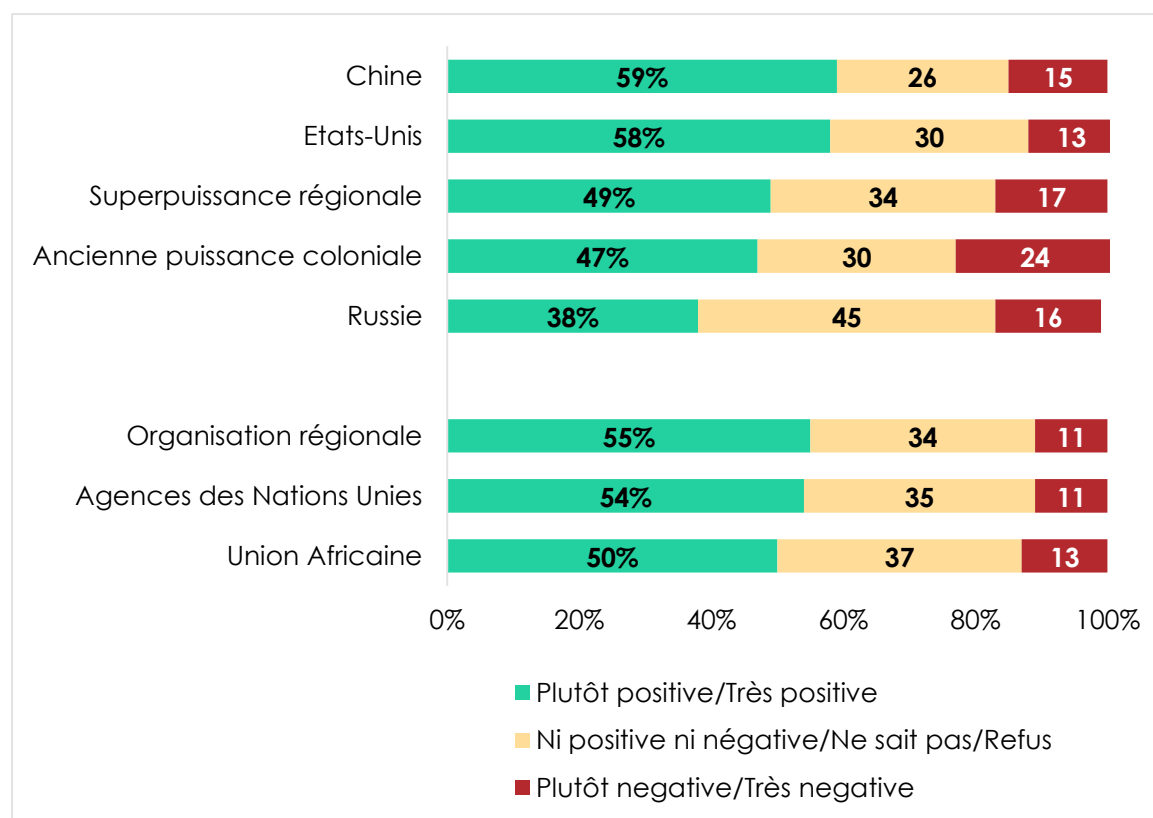
Les Africains ont une perception beaucoup plus souvent positive que négative des pouvoirs extérieurs. Six sur 10 Africains environ considèrent que l'influence de la Chine (59%) et des États-Unis (58%) est positive, contre seulement 15% et 13%, respectivement, qui la considèrent négative (Figure 11) (voir également Sanny & Selormey, 2020).

La moitié environ se félicite de l'influence de la superpuissance régionale de leur pays (Afrique du Sud, Nigéria,² Kenya, ou Algérie) (49%) et de l'ancienne puissance coloniale (Grande-Bretagne, France, Portugal, ou Allemagne) (47%). L'influence de la Russie est moins fréquemment jugée positive (38%), même si une pluralité ne se prononcent ni dans un sens ni dans l'autre et que seule une petite minorité (16%) expriment une opinion négative.

Les perceptions des agences de développement et des organismes régionaux sont également majoritairement positives: 50% d'avis positifs contre 13% d'avis négatifs pour l'Union Africaine (UA), 54% contre 11% pour les agences des Nations Unies, et 55% contre 11% pour les principales organisations régionales (CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), SADC (Communauté de Développement d'Afrique Australe), IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement), CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), UMA (Union du Maghreb Arabe), ou CEEAC/CEMAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale/Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale)).

De grandes proportions (entre 26% et 45%) de répondants se gardent de donner une évaluation positive ou négative de ces influences externes, répondant « Ni positive ni négative », « Ne sait pas », ou refusant de répondre à la question.

Figure 11: Appréciation des influences externes | 18 pays* | 2019/2020



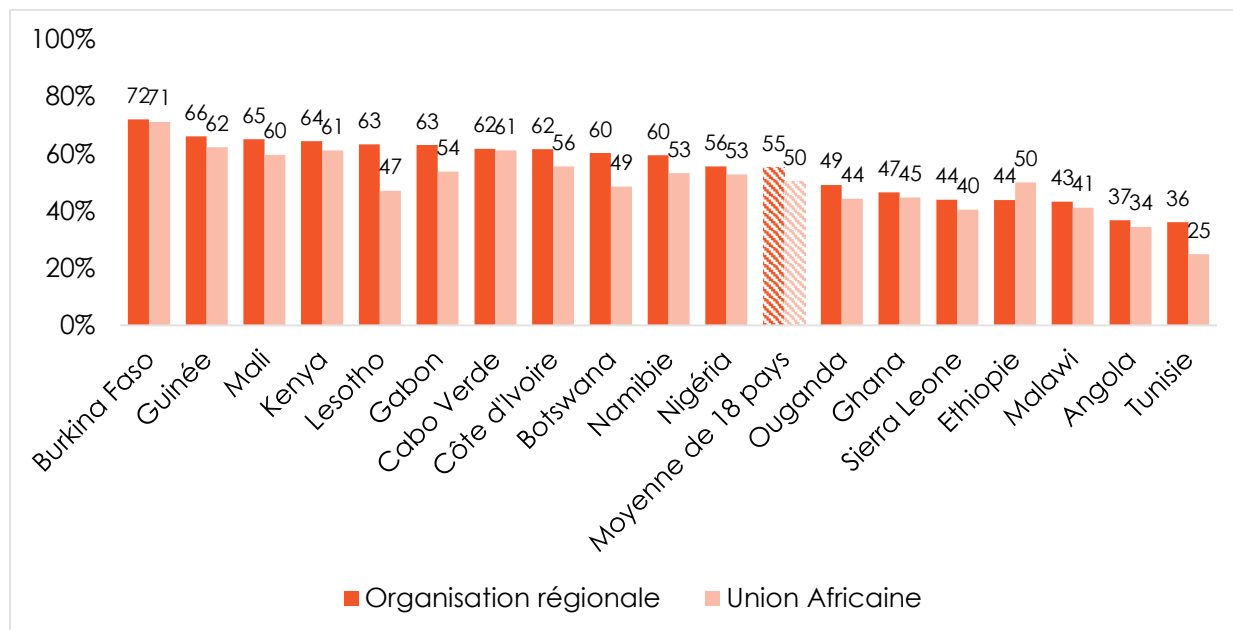
Question posée aux répondants: En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

*Note: La question portant sur l'influence d'une superpuissance régionale n'a pas été posée au Kenya. La question portant sur l'influence de l'ancienne puissance coloniale n'a pas été posée en Ethiopie. Celle portant sur l'influence de la Russie n'a pas été posée au Botswana, en Ethiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Namibie, et en Ouganda.

² Au Nigéria, la question a été posée sur le Ghana.

L'Éthiopie est le seul pays sondé à accorder une note plus élevée à l'influence positive de l'UA qu'à celle de son organisation régionale (l'IGAD) (50% contre 44%) (Figure 12). La plupart des pays évaluent plus positivement leurs organisations régionales, les écarts les plus importants apparaissant au Lesotho (16 points de pourcentage), au Botswana (11 points), et en Tunisie (11 points). Les évaluations sont à peu près égales pour les deux organisations au Burkina Faso, au Cabo Verde, au Ghana, et au Malawi.

Figure 12: Evaluation de l'influence de l'UA et des organisations régionales | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « plutôt positive » ou « plutôt négative »)

Les opinions relatives à l'influence des superpuissances et des anciennes puissances coloniales varient considérablement d'un pays à l'autre. L'influence de la Chine est considérée la plus positive au Cabo Verde (85%), en Guinée (80%), au Mali (80%), et au Burkina Faso (80%), tandis que les États-Unis sont les mieux accueillis au Cabo Verde (86%), en Guinée (75%), au Kenya (72%), et au Burkina Faso (71%) (Figure 13).

La Russie ne recueille des évaluations majoritairement favorables que dans trois pays – la Guinée (64%), le Mali (56%), et le Burkina Faso (55%) – alors que la plupart des autres majorités sont plutôt neutres que négatives.

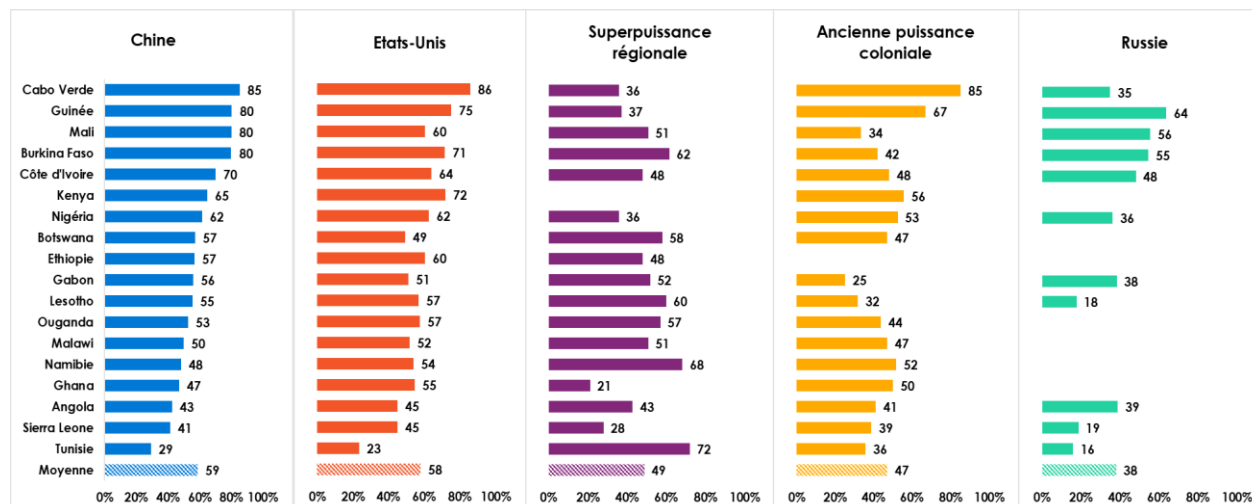
L'influence de la superpuissance régionale est la mieux appréciée en Tunisie (72%, en référence à l'Algérie) et en Namibie (68%, en référence à l'Afrique du Sud) et la moins bien accueillie au Ghana (21%, en référence au Nigéria).

Plus de huit sur 10 Cabo Verdiens (85%) considèrent l'influence de leur ancienne puissance coloniale positive, mais un sur quatre Gabonais (25%) seulement partagent ce point de vue.

Le sondage révèle également des tendances intéressantes par pays. En général, les Cabo Verdiens ont une haute opinion des puissances extérieures, à l'exception de leur superpuissance régionale (le Nigéria) et de la Russie, mais aucune des influences extérieures n'est considérée très positive en Angola. Quant aux Tunisiens, ils partagent de faibles

évaluations positives (16%-36%) pour toutes les influences extérieures, à l'exception de l'Algérie, considérée comme la superpuissance régionale (72%). Au Ghana, au Malawi, en Sierra Leone, en Ouganda, et en Éthiopie, les évaluations positives des influences extérieures varient généralement de faibles à modérées.

Figure 13: Evaluation de l'influence des superpuissances | 18 pays* | 2019/2020

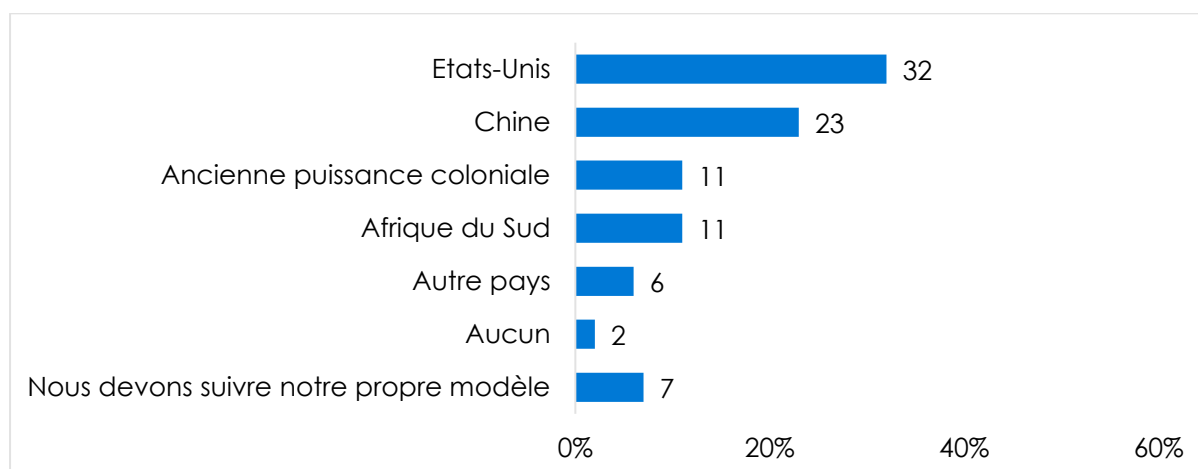


Question posée aux répondants: En général, pensez-vous que l'influence économique et politique sur [ce pays] de chacun des organisations et pays suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « plutôt positive » ou « plutôt positive »)

*Note: La question portant sur l'influence d'une superpuissance régionale n'a pas été posée au Kenya. Celle portant sur l'influence de la Russie n'a pas été posée au Botswana, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Malawi, en Namibie, et en Ouganda.

Quant au meilleur modèle de développement pour leur pays, les Africains sont les plus susceptibles de mentionner les États-Unis (32%) (Figure 14). La Chine vient en deuxième position (23%), tandis qu'ils sont beaucoup moins nombreux à préférer le modèle de leur ancienne puissance coloniale (11%), de l'Afrique du Sud (11%), ou d'autres pays (6%).

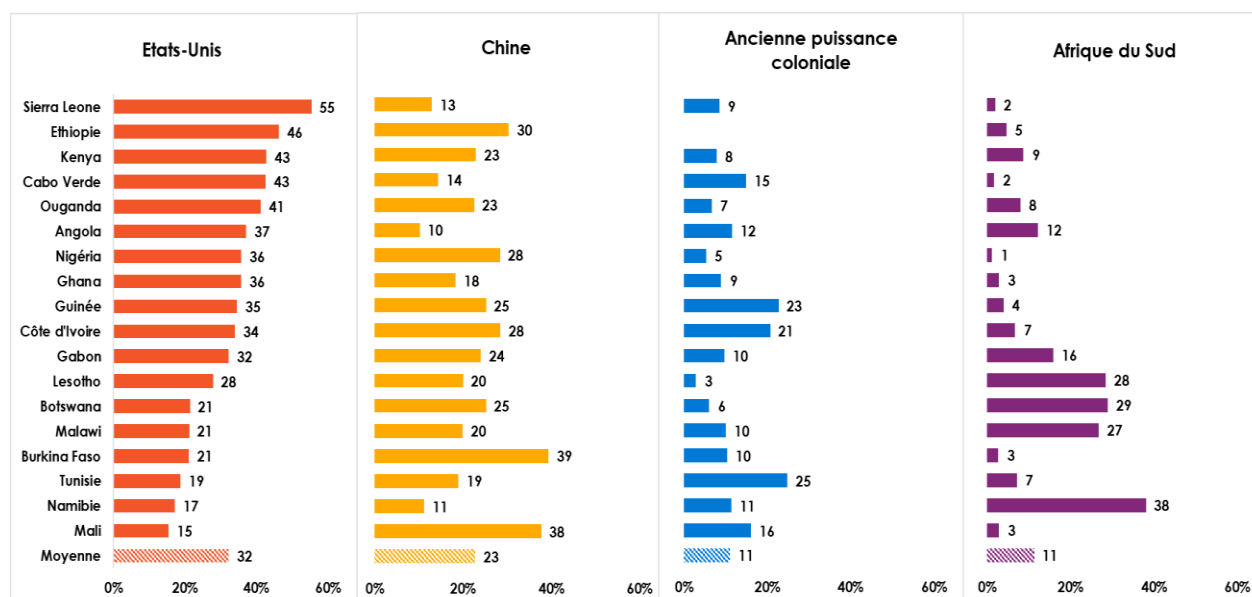
Figure 14: Meilleur modèle de développement | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle?

Dans 11 des 18 pays, la préférence populaire est la plus forte pour le modèle américain. En Sierra Leone, en Éthiopie, au Kenya, au Cabo Verde, et en Ouganda, les États-Unis ont la préférence d'au moins quatre citoyens sur 10, tandis que la Chine recueille les meilleures évaluations au Burkina Faso (39%) et au Mali (38%) (Figure 15). En Tunisie, le modèle de l'ancienne puissance coloniale (Algérie) recueille le plus de points (25%), tandis que les États-Unis et la Chine sont à égalité avec 19% chacun. En tant qu'ancienne puissance coloniale, la France obtient également de bons résultats en Guinée (23%) et en Côte d'Ivoire (21%), même si les États-Unis et la Chine affichent des scores plus élevés. Le modèle sud-africain surclasse largement les États-Unis et la Chine dans les pays voisins – la Namibie (38%), le Botswana (29%), le Lesotho (28%), et le Malawi (27%).

Figure 15: Meilleur modèle de développement | 18 pays | 2019/2020



Question posée aux répondants: A votre avis, lequel des pays suivants, le cas échéant, serait le meilleur modèle de développement futur de notre pays, ou y a-t-il un autre pays en Afrique ou ailleurs qui devrait être notre modèle?

Conclusion

La ZLECA pourrait avoir le potentiel de créer des opportunités de développement local par le biais d'un marché libre inclusif. Le succès de la ZLECA dépendra toutefois de la facilité des échanges transfrontaliers de biens et services, ainsi que des avantages potentiels qu'en tirera l'Africain lambda. Les Africains de 18 pays sont à peu près également divisés sur la question de savoir s'il faudrait ouvrir les frontières au commerce ou les contrôler pour protéger les producteurs nationaux. Des attitudes aussi négatives ou incertaines à l'égard du commerce pourraient donc encore constituer un sérieux handicap pour la ZLECA, notamment dans les pays (tels que la Tunisie, le Lesotho, et le Botswana) où les sentiments protectionnistes sont les plus prononcés.

Mais les aspects concrets de la circulation transfrontalière des biens et des personnes seront également déterminants, et il y a beaucoup à faire dans ce domaine. À l'heure actuelle, deux tiers des Africains de 18 pays éprouvent des difficultés à se déplacer dans leur région, y compris pour travailler, et la situation s'est considérablement aggravée au cours des dernières années. Et ce malgré le fait que plus de la moitié (55%) des Africains sont favorables à la libre circulation transfrontalière des personnes et des biens. Les politiques visant à assouplir les réglementations et à réformer le contrôle aux frontières, en accordant

une attention particulière à la promotion de la représentation des Africains en situation d'exclusion économique, seront essentielles au succès d'une zone de libre-échange.

La perception de la promotion de l'interconnexion varie considérablement d'un pays à l'autre, ce qui met en évidence les dynamiques locales qui sous-tendent la facilitation de la ZLECA. L'un des moyens d'y remédier serait peut-être la mise en place d'organismes de contrôle régionaux autonomes chargés d'évaluer les difficultés nationales et de formuler des recommandations permettant de surmonter les entraves locales et régionales au succès de la ZLECA.

Le renforcement de l'interconnexion en vue de consolider la paix et de construire des nations autonomes requiert un accès étendu à la zone de libre-échange pour les Africains ordinaires. Dans le cas contraire, la ZLECA ne parviendra pas à profiter de la main-d'œuvre, des compétences, et des connaissances de ces mêmes populations qui détermineront son succès.

Références

- Abrego, L., et al. (2020). The African Continental Free Trade Area: Potential economic impact and challenges. Rapport de Discussion No. 20/04 du personnel du FMI.
- Albert, T. (2019). The African Continental Free Trade Agreement: Opportunities and challenges. Geneva: CUTS International.
- Banque Mondiale. (2020a). The African Continental Free Trade Area: Economic and distributional effects.
- Banque Mondiale. (2020b). The global economic outlook during the COVID-19 pandemic: A changed world.
- Chudik, A., Mohaddes, K., Hashem Pesaran, M. K., Raissi, M., & Rebucci, A. (2020). Economic consequences of Covid-19: A counterfactual multi-country analysis. VoxEU/CEPR.
- Erasmus, G. (2020). The AfCFTA's institutions are vital for effective implementation. Tralac (Trade Law Centre).
- Fonds Monétaire International. (2020). World Economic Outlook databases. 13 octobre.
- Hawker, E. (2020). COVID-19: The impact on developing economies. BusinessBecause.
- Human Rights Watch. (2020). South Africa: Widespread xenophobic violence. 17 septembre.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique: Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2020). Human development data.
- Sanny, J. A. N., Logan, C., & Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités: En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche No. 288 d'Afrobarometer.
- Sanny, J. A. N., & Selormey, E. (2020). Africans regard China's influence as significant and positive, but slipping. Dépêche No. 407 d'Afrobarometer.
- Wintour, P. (2021). UK diplomats told to cut up to 70% from overseas aid budget. Guardian. 26 janvier.

Annexe

Tableau A.1: Dates des travaux de terrain des R8 et précédents d'Afrobarometer

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Angola	Nov. - Déc. 2019	N/A
Botswana	Juillet - Août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2-17
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Ethiopie	Déc. 2019 - Jan 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Ghana	Sept - Oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov. – Déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août - Sept 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév. - Mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Malawi	Nov. - Déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars - Avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Nigéria	Jan - Fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept - Oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Tunisie	Fév. - Mars 2020	2013, 2015, 2018

Josephine Appiah-Nyamekye Sanny gère le domaine « traductions des connaissances » d'Afrobarometer. Email: jappiah@afrobarometer.org.

Jaynisha Patel est chef du projet Inclusive Economies à l'Institute for Justice and Reconciliation, basé à Cape Town, Afrique du Sud. Email: jpatel@ijr.org.za.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veillez visiter le site internet www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications grâce au #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 433 | 23 mars 2021